

## GEOPOLITIQUE DE CONFLITS ENTRE GROUPES ARMES AU NORD-KIVU POST-ELECTORAL 2006 EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

*Jean Claude NGOY MUANA-BUANGA and Médard MATUMBA MIPANGA*

Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Goma, RD Congo

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The significance of the security governs North Kivu post-election 2006 embodying the gray area in Congo - Kinshasa, radiates a geopolitical exhilarating contingency of armed conflict iterative multi causalities between the myriad armed groups mobilizing and stratagems strategies for both symmetric and asymmetric with moving contours, expressions safe modes ideological agendas and identity reviled. This context illustrates a real myocardial continuously inviting ipso facto, the caste of state and non-state recalcitrant involved in this game of decentralization of violence to undermine the revolution by their responsibilities as anchor forces presence to build an unmarked path ahead, the result of the invention of the new paradigm tropicalized to the extent of the issue leading to the actual practice of the culture of peace and security, guaranteeing the takeoff of sustainable development Contemporary North Kivu, by rethinking the authority of the State challenged to transform the geopolitical conflicts chaos in tropic observed on land between armed groups erected in ingredients career extractive economic resources in new geopolitical strategies to reconquer State emerge, the power of peace and hope in Congo - Kinshasa.

**KEYWORDS:** entropic chaos of geopolitics, iterative Conflict, Myriad of armed groups, DR Congo.

**RESUME:** A la prégnance de la gouverne sécuritaire du Nord-Kivu post-électoral 2006 incarnant la zone grise au Congo-Kinshasa, rayonne une contingence exaltant la géopolitique des conflits armés itératifs à pluri causalités entre la myriade des groupes armés mobilisant des stratagèmes et stratégies à la fois symétriques et asymétriques aux contours mouvant, expressions des modes idéologiques sécuritaires et des agendas identitaires honnis. Ce contexte illustre un véritable infarctus en continu invitant ipso facto, la caste des acteurs étatiques et non-étatiques récalcitrants impliqués dans ce jeu de la décentralisation de la violence, à se remettre en cause par la révolution de leurs responsabilités comme forces d'ancrage en présence pour se construire une trajectoire non balisée d'avance, fruit de l'invention du nouvel paradigme tropicalisé à la mesure de l'enjeu débouchant sur la pratique réelle de la culture de paix et sécurité, gage du décollage de l'essor durable du Nord-Kivu contemporain, en repensant l'autorité de l'Etat contestée afin de transformer la géopolitique du chaos en tropique de conflits observés sur terrain entre groupes armés érigés en ingrédients de la carrière extractive de ressources économiques en nouvelle géopolitique des stratégies pour la reconquête de l'Etat émergent, de la paix de puissance et d'espérance au Congo-Kinshasa.

**MOTS-CLEFS:** Géopolitique du chaos entropique, Conflits itératifs, Myriade des groupes armés, Etat émergent en reconquête, Culture de la paix de puissance et d'espérance en RDC.

### 1 INTRODUCTION

Au menu du faisceau de questions emblématique alimentant le débat sur l'espace du Congo-Kinshasa, rebondit en avant plan, celle de la géopolitique de conflits itératifs entre groupes armés dans un contexte postélectoral 2006 du Nord-Kivu. Cette réflexion relance le débat sur la place de l'Etat congolais contemporain dans sa gouvernance sécuritaire. La demande de la démocratie à l'épreuve du besoin de la restauration de la paix et sécurité par l'Etat en crise de légitimité constitue

l'illustration de cette dynamique conflictuelle à creuser en profondeur pour inventer de nouveaux mythes d'espérance politique au Nord-Kivu.

Dans cette perspective, Kāmana note deux mythes politiques essentiels qui embrasent aujourd'hui, l'univers imaginaire du peuple congolais dans ses forces vives à savoir le mythe d'un nouveau commencement pour le pays dans un changement intérieur de fond d'une part, et d'autre part, le mythe de la nouvelle puissance du Congo comme moteur d'un nouveau panafricanisme et pouvoir d'impulsion d'une nouvelle mondialisation. Cette dernière permet de considérer la politique comme l'art de rêver un nouveau monde possible et d'imaginer les moyens de le construire.<sup>1</sup>

Cette étude repose sur un malaise constaté et justifié par la persistance de conflits entre groupes armés au Nord-Kivu jusqu'à ce jour en dépit des élections organisées en 2006 au Congo-Kinshasa. Cette anomalie remet en cause la légitimité de l'Etat Congolais dont la fenêtre de sortie de crise reste ignorée par les esprits lucides dans la pratique de la réelle politique. Cette déroute sinon déchéance de l'Etat Congolais qui a laissé le libre champ à l'irruption et la persistance de groupes armés. Cet argument qui se cristallise sur le phénomène de la déroute de l'Etat émet de mettre l'accent sur la déstructuration des institutions Congolaises sinon on assisterait à l'émergence et la persistance des groupes armés dans toute les provinces. Ce qui n'est pas avéré en pratique.

Aussi légitimé, l'argument qui participe à la surévaluation de l'ethnicité comme facteur d'émergence et de persistance des groupes armés au Nord-Kivu refléterait la composition sociodémographique de la population ce qui ne fait pas l'unanimité des acteurs en présence et des analystes avertis. De même, le phénomène d'aridité économique est de plus en plus présenté comme élément central de la perpétuation des groupes armés notamment à travers la connexion entre le conflit, la criminalité et les relations internationales illicites.<sup>2</sup>

Par ailleurs, l'approche utilitariste semble être limitée d'expliquer clairement la présence et persistance des groupes armés dans les pays aux faibles ressources naturelles telles que : le Burundi, l'Ouganda, le Sénégal, le Rwanda ou encore la Somalie. Ce qui démontre la nécessité d'aller encore au-delà de cette approche. Tous ces éléments avancés qui dominent le débat sur l'omniprésence des groupes armés au Nord-Kivu semblent être considérés comme des facteurs d'amplification et ingrédients explosifs et non des éléments déclencheurs contrairement à ce que leurs acteurs laissent croire. Cette étude centrée sur la dynamique du phénomène de conflits entre groupes armés au Nord-Kivu suscite un intérêt moyen justifié par le défi de saisir incontestablement le pourquoi de la persistance de la dynamique géopolitique de conflits entre groupes armés dans un cadre social précis post électoral 2006 et comprendre les dynamiques qui concourent à leur étonnante survie. Le but de cette analyse est d'expliquer et comprendre la dynamique de la géopolitique des groupes armés existants au Nord-Kivu post électoral 2006. C'est dans cette logique qu'il devient important de tenter de démêler le fil d'Ariane de cet écheveau sinon apus. Ainsi, la réflexion sous analyse s'articule autour de la question ci-après :

Pourquoi la dynamique géopolitique de conflits entre groupes armés persiste-elle encore au Nord-Kivu post électoral 2006 ?

La présente réflexion soutient l'argument préliminaire selon lequel, le phénomène de la dynamique géopolitique de conflits entre groupes armés persistants au Nord-Kivu post électoral 2006 est la résultante de la militarisation de forces conflictuelles tribalisées, l'échec de la dynamique régionale d'occupation initiée par le tandem Rwando-Ougandaise à remporter la victoire clausewitzienne et la tendance à l'institutionnalisation d'un partage de pouvoir complexe par la communauté internationale dans un contexte alimenté par la mauvaise gouvernance politique.

Pareille analyse fait recours à une approche combinatoire interdisciplinaire mobilisant à la fois de courants critiques au sein de relations politiques internationales dont le socle allie la polémologie, la géopolitique et la sociologie politique de mouvements sociaux. Mises à part l'introduction et la conclusion, cette réflexion s'articule autour de deux points centraux d'analyse dont le premier est axé sur le décryptage conceptuel concept et contexte d'analyse, le dernier point est focalisé sur

---

<sup>1</sup> Pole Institute, *Gouvernance et Refondation de l'Etat en République Démocratique du Congo. Actes du colloque international tenu à Goma en juin 2012, 2013, pp83-98.*

<sup>2</sup> Sur ce débat, lire aussi Mats Berdal and David Keen, « violence and Economic. Agendas in civil wars : some Policy implications ». *Millenium journal of international studies*, 26, N°3, pp 796-805 ; Mats Berdal et David Malone, *Greed and Grievance : Economic. Agenda in civil wars*, Boulder, Lynne Rienner, 2000, pp. 120-129 ; Poland Marchal et Christine Messiant, « Les guerres civiles à l'ère de la globalisation : Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes », in *Critique internationale*, n°18, janvier, 2003, pp. 99-112

l'analyse de la dynamique géopolitique de quelques groupes armés au Nord-Kivu. Telle est l'essentiel de l'architecture anatomique de la présente étude dont l'économie est présentée dans la littérature subséquente.

## 2 DECRYPTAGE CONCEPTUEL ET CONTEXTE D'ANALYSE

Il est ici question de mettre en lumière quelques expressions conceptuelles d'ancrage structurant la contextualisation de l'analyse enfin de comprendre les contours réels de la dynamique géopolitique des groupes armés au Nord-Kivu cadre privilégié d'investigation. Pour bien y parvenir, il importe de saisir la portée réelle des constantes suivantes qui fécondent ce premier chapitre dans les lignes subséquentes.

### 2.1 DES DISTORSIONS DE LA GOUVERNE POLITIQUE A LA DEROUTE DE L'ÉTAT

La gouverne politique est l'organisation et le fonctionnement des unités politiques. Elle n'est pas réductible aux seuls structures Etatiques du Gouvernement ni à la direction d'une unité politique<sup>3</sup>. Dans le cas précis touchant la RDC en général et particulièrement la province du Nord-Kivu contemporain, il est constaté des nombreuses distorsions de la gouverne politique qui ont mis le pays vers la faillite et que Zartman définit par la faillite de l'Etat<sup>4</sup>. Dans le contexte de cette étude, la faillite de l'Etat est conçue comme une phase terminale d'une série de distorsions qui ont en soudine travaillé dans une longue durée en continue et même parfois de manière brutale, la gouverne politique Congolaise. Ainsi, les graves distorsions de la gouverne politique ont précipité l'Etat Congolais vers sa faillite.

Ce contexte a favorisé l'irruption de la rébellion de l'AFDL en 1996. Il en est aussi des nombreux cas comme celui de la Sierra Léone où l'émergence du RUF « was a reflection of the state's failure to provide education, vocational training and economic opportunity to a whole generation of yarths who grew up seeing no future for themselves »<sup>5</sup>. Pour Mwayila Tshiyembe, la notion d'Etat failli marque l'échec des théories de « l'Etat politique du ventre » et de « l'Etat patrimonial »<sup>6</sup> c'est-à-dire Etat fondé sur des réseaux informels. C'est aussi un type d'Etat dans lequel s'est érigé un gouvernement privé indirect, qui est une sorte de structuration sociale interdite, l'expression d'un Etat qui n'existe plus en tant que « technologie générale de la domination », même s'il existe nominalement toujours un pouvoir central.<sup>7</sup> Ces phénomènes combinés à la privatisation de la violence traduisent de facto le démantèlement progressif de la puissance publique et la dilution de la souveraineté, ce qui a comme conséquence ultime la partition de l'Etat.

Ce genre d'Etat devient ainsi une proie faible pour les groupes organisés et acteurs armés. En général, l'Etat failli facilite l'émergence « d'acteurs politiques inédits, à la prolifération de rationalités sociales inattendues et à la mise en place des dispositifs [...] dont le but est de régler la continuité des individus et de rendre possible des nombreux modes de constitution de la propriété rivée et l'inégalité<sup>8</sup> ».

Les distorsions de la gouverne politique qui précèdent le délitement de l'Etat permettent de saisir la logique de l'émergence et l'activisme des mouvements armés en RDC en général et au Nord-Kivu en particulier pas en tant que facteur déclencheur mais catalyseur. C'est ici que réside la force de cet argument qui nous permet par la suite de mieux saisir la logique qui préside au centre de la militarisation des segments des forces sociales congolaises qui alimentent de manière itérative la province du Nord-Kivu où s'observe les manifestations fécondes de la délinquance de l'Etat qualifiée à diverses

<sup>3</sup> La distorsion est ici conçue comme une déstructuration et une dérégulation e cette gouverne politique couplée d'une transition politique et mal négociée. Cette définition est savamment inspirée de celle de Grenier qui est un chercheur qui a étudié la longue guerre civile du Salvador.

<sup>4</sup> Lire pour approfondir la Notion d'Etat en faillite l'œuvre de William Zartman, « Introduction : posing the problem of collapse states » in William Zartman, William (éd) : *the desintraion and restoration of legitimate authority*. Boulder and London Lynne Rienner, 1995, pp.1-11

<sup>5</sup> John Hirish « the War in Sierra Léone » *survival*, vol. 43, No3. Authomme 2001, pp. 145-162

<sup>6</sup> Mwayila Tshiyembe « la science politique Africainiste et le statut théorique de l'Etat : un bilan négatif » in *Politique Africaine*, n° 71 octobre 1998, pp. 109-132

<sup>7</sup> Achille Mbembe « du gouvernement privé direct » in *Politique Africaine*, Paris, n° 73, mars 1999, pp. 105-121

<sup>8</sup> Achille Mbembe, *op. cit.* p. 103

expressions selon les tendances idéologiques des forces sociopolitiques qui sous-tendent les différents groupes armés en activisme et qui illustrent l'image de l'Etat défaillant<sup>9</sup>.

## 2.2 DE LA DEMOCRATISATION MANQUEE A LA MILITARISATION DES SEGMENTS SOCIAUX AU CONGO-KINSHASA CONTEMPORAIN

A observer de près la portée de cette section, l'on s'aperçoit vite que ce processus marquant la trajectoire allant de la démocratie taxée de manquer de la militarisation de segments sociaux sur l'espace congolais, cet état de chose traduit une dynamique qui avait captivé l'attention de Georges Balandier dans certains volets de ses publications.

Dans cette veine épistémologique, le même auteur Georges Balandier de son nom, révélait déjà que le développement des systèmes politiques nouveaux ne pouvait être saisi qu'à l'aune d'une réflexion menée par les dynamiques du dehors. Cette même perspective a été renforcée par Bayart qui est revenu sur cette dynamique du dehors dans son analyse sur l'Afrique et l'extraversion<sup>10</sup>. Ces stratégies tendent à montrer qu'il n'y a jamais eu d'hétérogénéité radicale entre l'interne et l'externe dans les Etats Africains. Hétérogénéité ou rupture très souvent mis de l'avant par les différents champs théoriques de l'approche positiviste. L'agenda libéral de la démocratisation en fait d'ailleurs partie de cette mouvance d'autant qu'il était une composante entière enchâssée dans les conditions macroéconomiques attachées au programme d'ajustement structurel. Ainsi, il en est du développement démocratique dans lequel, la démocratie à l'occidental étant considéré comme l'unique système moderne, et les pays occidentaux étant des acteurs avec lesquels il faut compter tant pour la légitimation du pouvoir que pour l'octroi des aides financières. Il n'est pas surprenant de voir que les acteurs politiques Africains se soient attachés plus aux formes occidentales du discours et de la démocratie elle-même, dans le but d'apparaître comme des meilleurs gages de démocratie auprès de cet environnement international<sup>11</sup>.

Un des volets explicatifs de la démocratisation manquée en RDC est la participation de certains mouvements rebelles actifs au Nord-Kivu aux stratégies d'extraversion. Ces dernières sont le reflet de la géopolitique des guerres régionales, allusion faite au débordement des guerres civiles qui ont eu lieu dans les pays voisins sur les frontières de la RDC. Cette géopolitique est d'une part (presque totalement) liée aux expériences démocratiques manquées (Angola, Burundi, Congo Braza-ville, RCA, Rwanda, Uganda), et d'autre part, par le conflit Soudano-Soudanais dans lequel les Etats-Unis s'y sont investis et sont intervenus par le canal de l'Uganda.

La guerre récurrente en RDC est en réalité un condensé logique de trois conflits qui, intrinsèquement, ne sont pas liés ; celui de la région des grands-lacs (Burundi-Rwanda-Uganda-RDC), qui est la face la plus visible mais également ceux de l'Angola et du Soudan. La RDC en général et la province du Nord-Kivu en particulier constitue le lieu de cristallisation entre ces centres d'instabilités, en plus du fait qu'elle est restée pendant longtemps impliquée dans les jeux d'alliances caractérisant les trois conflits frontaliers<sup>12</sup>. Dans ce contexte, la RDC s'est ainsi affirmée comme le lieu de confluence des conflits dans les grands-lacs et où les groupes armés tout en se jouant des frontières procèdent aussi par des incursions dans d'autres espaces à partir du territoire congolais considéré comme le sanctuaire du lancement des dites incursions par les acteurs non-Etatiques.

En revenant à l'expérience démocratisation du Congo Kinshasa, il se révèle qu'après l'un des processus démocratiques les plus longs en Afrique, soit sept ans durant sans garantie sérieuse de la consolidation de ce changement politique issu de la « transition à la congolaise »<sup>13</sup> ce processus n'a pas du tout permis d'assurer la véritable intégration des acteurs politiques et des forces sociales en présence pour la cohésion sociale nationale en faveur de la restauration de la paix et sécurité. Le constat fait suite à l'état des lieux actuels du Nord-Kivu qui offre encore le spectacle théâtral d'un espace enclin toujours au

---

<sup>9</sup> Pour besoin d'approfondissement de cette notion d'Etat défaillant, lire à ce propos Rut Diamint « conflit et Etat défaillant », in revue aspect d'étude francophone sur l'Etat de droit et la démocratie, n°4, 2010, pp. 71-87

<sup>10</sup> Jean-François bayart « Africa in the World : A history of extraversion » in African affairs, n°99, 2000, pp. 217-267.

<sup>11</sup> Dieudonné Warbu Oyatambwe, *les mots de la démocratie au Congo Zaïre (1990-1997)*, Paris, l'Harmattan, 2006, p. 198

<sup>12</sup> Au Soudan, le gouvernement de Khartoum soutenu par l'ancien régime de Mubutu au niveau régional et par la France au niveau international est opposé à la rébellion Sud-Soudanaise soutenue par l'Uganda au niveau régional et par les Etats-Unis au niveau international ; il y a eu aussi le soutien du Zaïre de Mobutu à la rébellion de l'UNITA en Angola ; cet ex-Zaïre de Mobutu avait continué à servir de base arrière à l'UNITA même après l'accord de Lusaka de 1994

<sup>13</sup> Pour renforcer davantage ce sujet de la transition à la congolaise, il convient de lire aussi de Villiers Gauthier et Jean Omasombo, *La transition manquée 1990-1997*, Tervuren/Paris, Institut Africain CEDAF/L'harmattan, 1997.

« dilemme de sécurité »<sup>14</sup> dans lequel, la RDC en tant qu'Etat est pris en otage continue à dicter bien des conduites des acteurs étatiques et non étatiques dans le jeu de la matrice de la violence multiforme.

Au regard de cette réalité de terrain reçue avec inquiétude, l'insatisfaction de la gouverne en appelle à une révolution de la responsabilité de tous les acteurs en jeu de l'instabilité permanente explicative de la fécondité violente dont fait montre la province du Nord-Kivu contemporain. Ce contexte dominé par l'habitus d'insécurité itérative, le pouvoir politique congolais en place a organisé une légalité du processus électoral dans un contexte de non transparence électorale qui a permis de maintenir un appareil répressif à la disposition de l'exécutif tant national que provincial et local. C'est dans cette perspective qu'on est arrivé à une radicalisation accrue des segments des forces sociales tribales violentes sur le terrain du Nord-Kivu.

Pareille climat illustre davantage que la démocratie reste un défi gigantesque à relever dans cette province qui incarne le portrait d'ingouvernabilité laissée aux acteurs récalcitrants. Ces derniers n'œuvrent en faveur d'une entité de proximité entre gouvernements et gouvernés pour une cohésion sociale. D'où, l'Etat Congolais doit être le garant des grands équilibres territoriaux et économiques de la solidarité nationale et, doit surtout se recentrer sur ses compétences régaliennes, comme les fonctions de conception et de réglementation<sup>15</sup>. Ce déficit de la gouverne renforce la radicalisation de la violence sur le terrain du Nord-Kivu et prive à la population, l'opportunité de vivre son processus démocratique pour basculer et culminer avec la militarisation des segments des forces sociales tribalisées et politisées voire instrumentalisées à outrance. C'est pourquoi, au regard de la réalité observée sur le terrain du Nord-Kivu, il en révèle que les phénomènes de radicalisation et militarisation sont intrinsèquement liés.

Toutes ces situations se résument et tournent autour du contexte dominé par une résurgence de l'insécurité ambiante car au Nord-Kivu, l'économie flirte avec le politique et le culturel influencent grandement.

Cette culture de l'entrepreneuriat, sinon de la machine insécuritaire est en partie renforcée par l'indiscipline éclatée au sein des FARDC avec ce qui s'est passé de boiteux lors des dernières élections de 2011 manquées par la frustration politique qui a gagné les cœurs des citoyens habitant l'espace dont la gestion du mandat finissant n'a pas convaincu. Dans un environnement troublé et agité à flot par les acteurs tant étatiques que non étatiques ; plusieurs mouvements Mayimayi se sont réveillés pour des raisons non du tout maîtrisées sur terrain. Dans cette perspective il est évoqué le souci naturel d'auto-défense et les manœuvres politiques stratégiques des forces en présence comme mobile de ce climat tendu. Ce dernier est déployé sur cinq gros foyers de tension : le Graben avec Kyandenga ; le flanc du lac Edouard avec Muhambalyoki ; le sud Lubero avec Lafontaine Kahasha. Ces trois premiers foyers ont comme élément fédérateur le Général Lafontaine Kakule ; L'axe Walikale avec Tcheka comme Coach opérationnel ; l'axe Masisi –Rutshuru incarné par le phénomène de Kidnaping des civiles par les acteurs non étatiques qui se sont distingués dans ce genre de trafic humain de son genre. Ces cinq foyers d'insécurité récurrente sont aussi renforcés par l'activisme des groupes armés étrangers ADF-NALU et FDLR.

Ces deux derniers ont ressurgi curieusement avec un nouveau sens d'organisation et stratégie du mode opératoire dont la résultante est la radicalisation du banditisme inquiétant proche du terrorisme. Cette situation donne l'impression que l'Etat est absent. Dans cet esprit, la population se trouve dans une dynamique orpheline de la protection car elle se sent abandonnée à elle-même. De là, le besoin d'une force de protection salutaire renforce l'idée qu'elle est prête à accueillir une nouvelle rébellion, pourquoi pas ? Pour l'heure, la RDC en général et le Nord-Kivu en particulier peine énormément à trouver une place à la hauteur des espérances de son peuple. Cette province souffre de mille affres face aux menaces, aux turbulences et aux fureurs des guerres stupides et des pathologies inimaginables pour un pays doté des possibilités infinies en matière de promotion humaine et d'utopie créatrice. Un tel contexte fait dire à Thierry Vircoulon que la naissance de l'Etat est un espoir déçu. Le même auteur en décryptant l'état de l'Etat Congolais, note que : loin d'être une solution aux problèmes des citoyens congolais, l'Etat, c'est-à-dire l'administration, continue d'être un problème à la taille du pays ; l'administration congolaise est une organisation en ruine qui survit grâce à l'assistanat international et est paralysée par un système de corruption<sup>16</sup>

<sup>14</sup> Le « dilemme de sécurité » est une notion dont la paternité scientifique revient en propre à John Hertz et selon laquelle, lorsqu'un Etat renforce sa sécurité, il en inquiète nécessairement d'autres en raison de la structure anarchique et compétitive des relations interétatiques. L'œuvre de l'auteur référencié est la suivante : John Hertz, *Political Realism and Political Idealism*, Chicago (III) ; Chicago Press University, 1951

<sup>15</sup> David Alcaud et al. *Dictionnaire de sciences Politiques*, Paris, 2<sup>ème</sup> édition Sirey, 2010, p. 81

<sup>16</sup> Thierry Vircoulon, « Etat de l'Etat », dans *pole Institute Gouvernance et refondation de l'Etat en République Démocratique du Congo*, acte du colloque international tenu à Goma, Juin 2012, pp. 135-138

Cette dernière n'est pas de nature à consolider la démocratie pour l'émergence d'un véritable état de droit.

La corruption reste un virus destructeur du système de gestion politique, administratif et économique d'une organisation, elle traduit une société des pourritures. La corruption est selon Hallak et Poisson « une utilisation systématique d'une charge publique pour un avantage privé, a un impact significatif sur la disponibilité et la qualité des biens et services éducatifs et, en conséquence, sur l'accès, la qualité et l'équité de l'éducation »<sup>17</sup>

La corruption recouvre un large éventail d'activités entre autres le favoritisme, le népotisme, le clientélisme, la sollicitation ou extorsion de pot de vin et la prévarication. Elle peut impliquer le vol des biens publics, comme le détournement des fonds ou des matériels, ou le phénomène des enseignements fantômes. Dans cette même perspective, la banque mondiale définit les pratiques de corruption comme le fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter quelque chose ayant de la valeur pour influencer l'action d'un fonctionnaire dans le processus d'appel d'offre en l'exécution d'un contrat.<sup>18</sup> Ainsi, ce processus de la démocratisation manquée à la militarisation de segments sociaux en RDC traduit un Etat Congolais enclin au déficit de sécurité, de capacité et de légitimité à recréer à tout prix pour donner de l'espoir de vie au peuple Congolais en général et du Nord-Kivu en particulier de manière à cimenter la bonne gouvernance

### **2.3 DES MOUVEMENTS SOCIAUX AUX MOUVEMENTS REBELLES**

Il s'agit à ce sujet d'illustrer les procédés à l'aide desquels les groupes armés s'organisent, se mobilisent et proposent par l'action dans un contexte de distorsion de la gouverne politique et de déroute de l'Etat. Dans cette veine analytique, les mouvements armés s'inspirent parfois et utilisent en particulier les mêmes procédés et stratégies que les mouvements sociaux. De là, force est de constater que l'émergence des groupes armés est aussi le reflet de la contestation par « en bas » de l'Etat néo-patrimonial par des masses qui se sentent totalement exclues des bénéfices de la modernité<sup>19</sup>. Il est similaire au « processus de décompression autoritaire » que l'on peut observer dans les mouvements sociaux. Ce qui fait dire à Kriesi que, plus un mouvement bénéficie des facilités d'accès aux décisions politiques, plus ses modes de mobilisation sont modérés et pacifiques. Par contre, si les canaux d'accès politiques lui sont obstrués, il réagit à sa marginalisation ou à « sa double marginalisation » par une radicalisation de ses modes d'actions<sup>20</sup>.

Cette radicalisation ne s'est faite qu'agrippée à la militarisation des segments de la société congolaise ce qui a favorisé l'invasion de la scène politique par les acteurs émergeant du post ajustement et des « démocratisations » dans les pays engagés dans des transitions démocratiques et dont la gouvernance repose sur des « des régimes hybrides »<sup>21</sup>. Mais ne perdons pas de vue que les chercheurs ont très souvent considérés tous ces groupes armés comme un fait en soi et résurgence dans leur organisation opérationnelle, c'est dans cette perspective qu'il convient de saisir la mort de quatre responsables du groupe armé « Mazembe » le vendredi 14 /04/2016 dans l'espace à cheval entre le territoire de Lubero, Rutshuru et walikale plus précisément dans le village de mduali situé en territoire de Lubero. Ces quatre victimes sous pilotage de Marungu sont consécutives à la mauvaise manipulation de la grenade de type chinois qui a explosé parmi eux dans leur entrepreneariat de la violence à leur manière sans maîtrise des impératifs de ces instruments bien dangereux<sup>22</sup>. Ainsi, la radicalisation est aussi une des formes de la violence politique qui atteint son comble lors des crises politiques qui peuvent déboucher sur la répression, la guerre civile, un coup d'Etat ou une révolution. Chemin faisant, la notion de la violence politique est parfois étendue à des ormes de contrôle social autre que la violence physique<sup>23</sup>.

Quoi qu'il en soit les mouvements sociaux et rebelles qui se radicalisent au quotidien sur le terrain privilégié sont confondus dans leur mode opératoire d'entrepreneariat de la violence protéiforme. Toutes ces forces agissantes sont des

---

<sup>17</sup> J. Hallak et M. Poisson, *Ethics and Corruption in Education. Résultat de l'atelier des experts à l'HPE, Paris, 28-29 Novembre 2001. Programme d'observation de l'HPE, forum sur les politiques éducatives No 15, Paris://PE-UNESCO, 2002.*

<sup>18</sup> Jaxque Hallak et Mureil Poisson, *Ecole corrompues, Université Corrompue ; que faire ?, Paris, éd. UNESCO, 2009, pp. 29-31*

<sup>19</sup> Gerard Prunier, « Violence et histoire en Afrique » in *Politique Africaine*, No 42, juin 1991, p. 12

<sup>20</sup> Il s'agit de Baeyer-katte Von et Wanda « Das Sozialitische Patientenkelektiv in Heidelberg SPK », *Analysenzum Terrorismus, Vol3, 1982, pp. 184-316. C'est surtout Baeyer-Katte qui est l'auteur du terme Double marginalisation*

<sup>21</sup> Ce terme est un emprunt savant de Marshall Monty, and Ted Robert Gun, *Peace and conflict, a global survey of armed conflicts, self determination movement and democracy, college park , university of maryland, 2003,p. 17. Ces regimes hybrides*

<sup>22</sup> *Information issue de la radio Kivu I de Goma captée ce samedi 16/04/2016*

<sup>23</sup> O. Nay (Dir), *Lexique de sciences Politiques, Vie et institution politiques, Paris, 2<sup>ème</sup> édition, Dalloz, 2011, pp. 583-584*

acteurs non-étatiques actants opérant comme des acteurs récalcitrants au pouvoir étatique défaillant en place ; elles mobilisent aussi une violence asymétrique, leur conduisant à l'occupation illicite des espaces sous contrôle de leurs adversaires internes sous forme de viol sinon d'usurpation de droit de cité rendant difficile les efforts de dialogue sociale sur de telles bases. Dans ce contexte, le chemin reste encore trop long avant d'aboutir à l'éradication du triste phénomène des enfants soldats dont le recrutement toujours en vogue sur un terrain dérégulé et non maîtrisé par le pouvoir étatique, constitue une de violation les plus graves du droit international humanitaire à savoir un crime de guerre. De là, surgit le versant d'analyse à travers la question de savoir comment le droit peut faire face à la confrontation armée se complexifie encore plus au fin et en mesure qu'un conflit se prolonge<sup>24</sup>.

Ainsi, la situation des femmes victimes de la guerre est un cas parlant des oscillations de la réponse de la justice aux problèmes que la guerre soulève lorsque la justice doit lui faire face, principalement en raison du processus d'invisibilisation de la violence dont elles sont victimes. D'où, la question du rôle de la justice à l'épreuve de la récurrence de la violence alimentée au quotidien par ces acteurs récalcitrants du Nord-Kivu reste une véritable équation irrésolue et un dilemme offrant un espace fort intéressant pour y réfléchir. A tous les moins le conflit atypique mené par les forces armées non étatiques étrangères qui ont aussi élu domicile sur le territoire congolais érigé en sanctuaire pour attaquer les pays voisins à partir de cette base arrière. Cette situation a eu pour effet direct d'amplifier le contexte d'insécurité déjà en cours non seulement en RDC mais aussi dans les pays frontaliers concernés par les enjeux des groupes armés étrangers (ADF-NALU, FDLR) les plus actifs au Nord-Kivu dans leur ramification

#### 2.4 LA PART DU FAIT ETHNIQUE OU IDENTITAIRE

La question du fait ethnique ou identitaire est aussi un élément catalyseur qui rentre très souvent dans la structuration et la stimulation de la mobilisation des groupes armés au Nord-Kivu. Ce qui nous intéresse ici, c'est le rapport que l'ethnie en tant que concept polysémique (pris ici dans le sens de substrat d'une communauté) entretient avec l'Etat (sa politisation) ainsi que son impact sur le processus de mobilisation des acteurs armés non étatiques. Si pour certains, le rapport de l'ethnie à la politique peut exprimer le triomphe du local sur les échecs de l'Etat comme le signale Lonsdale. Cette tribalité politique s'accompagne de la construction de l'appartenance naturelle des rapports « locaux/étrangers » ou « insiders and outsiders » en somme de tout le métadiscours sur « autochtones/allogène »<sup>25</sup>. Ce métadiscours se révèle aussi sous les traits du « tribalisme politique »<sup>26</sup>

Ainsi, cette mobilisation socio politique autour de l'affirmation de droit des « autochtones » se traduit non seulement dans sa capacité à manipuler et à opposer les référents « nous » et les autres, dans les discours politiques, mais aussi dans le sens géopolitique. Dans ce versant explicatif contextuel, les référents « nous » et les « autres » posent avec acuité la problématique de l'ethnisation de l'autochtone. Cette notion d'autochtonie souligne un concept dangereusement flexible en RDC en général et au Nord-Kivu en particulier. Cette dangerosité soulevée ici se justifie politiquement par le fait que, cette notion utilise « l'énergie de conflit à la fois présente et des mythologies profondément ancrées dans le passé a permis des éclats de violences très localisés comparativement en RDC, s'inscrivant dans une logique régionale et même continentale avec des implications dangereuses pour l'avenir » comme l'a démontré Jackson Stephen<sup>27</sup>.

Cet auteur dans son analyse, il met d'avantage en relief le climat délétère observé dans les provinces ex. orientale, du Maniema, les Kivu (Nord et Sud) et dans une moindre mesure au Katanga où chaque groupe armé se pose en ultime garant

<sup>24</sup> Cardina Vergel Tovar « voir ou ne pas voir la guerre : dilemmes et confrontations autour du conflit armé colombien » in *Revue d'étude francophones sur l'Etat de droit et la démocratie*, Paris, n°22, 2010, p. 151

<sup>25</sup> Francis B. Nyamnjoh, *insiders and outsiders : citizenship and xenophobia in contemporary south Africa*, Dajar, codestria/Zedbouks, 2006, p.96

<sup>26</sup> L'expression « tribalisme politique » contextualisé à la veine analytique de cette réflexion est un emprunt savant puisé chez John Lonsdale dont référence est déjà précisée. Ce terme est à comprendre comme une doctrine, idéologie ou philosophie de haine et d'exclusion de l'autre, sur simple base de l'origine tribale (leur lieu de naissance, généalogie). Cette notion s'apparente ou repose sur l'identitarisme particulièrement ethnique qui, pour Ganguly et Taras est « une création des élites qui s'approvisionnent, déforme et parfois inventent des aspects de la culture du groupe qu'il représentent, afin de préserver leur existence et leur bien-être ou pour gagner des avantages politiques et économiques pour le groupe autant que pour elles-mêmes. En vue de creuser davantage cette notion, lire à ce propos Rajat Ganguly and Ray Taras, *Understanding ethnic conflict : the international dimension*, Longman, New York, 1998, p. 8

<sup>27</sup> Stephen Jackson, "Sons of Whick Soil? The language and politics of autochthony in Eastern DR Congo" *African Studies Review*, Vol 49, No 2, 2006, p.96.

d'une communauté d'origine Rwandaise de l'ethnonyme défensif « banyamulenge » ou en la Côte d'Ivoire avec une autre notion tout aussi polémique de « l'ivoirité ». Cette situation traduit aussi une accumulation de frustration dans d'autres domaines surtout dans le contexte d'une transition politique ou d'une crise politique. Cet argumentaire permet de saisir le recours à l'ethnie comme arme de combat contre les soi-disant « allogènes » qui ne sont pas les « fils du terrain »

En plus, l'un des aspects complexifiant l'épineux débat sur l'autochtonie est la problématique de la nationalité/citoyenneté.

La nationalité est une identité politique qui se conçoit, se consolide et se mystifie ; elle est aussi un phénomène bifide c'est-à-dire qu'elle est à la fois un phénomène particulier et de masse. Cette question a toujours suscité des polémiques passionnelles en RDC ; elle oscille au gré de l'évolution des législations en la matière, des dynamiques et des événements socio politiques. Cette situation participe à la « nationalité gratification » et « nationalité sanction » selon les termes de Mwaka Bwenge<sup>28</sup>. Dans ce sens, la nationalité sert tout simplement de tremplin pour les politiques et les dirigeants de groupes armés qui comptent sur les calculs de rapport de forces ethno politiques surtout dans un contexte de mobilité où les réfugiés et déplacés forcés participent à brouiller la question de nationalité<sup>29</sup>. La question de nationalité a été ainsi prise en otage par l'apriori idéologique : les « pro Rwandais » contre les « pro autochtones » et par d'autres variantes à l'intérieur de deux catégories. Cette polarisation conforte l'idée selon laquelle la citoyenneté politique et légale est fluctuante voire inégalitaire en même temps qu'elle conforte les lignes de fragmentation au sein des communautés. Les communautés ethniques du Nord-Kivu entretiennent des conflits ataviques incarnant la culture du dilemme de sécurité entre communautés en compétition sur le terrain. Il va sans dire, que l'état de rébellion ou de violence mobilisée par la fibre ethnique est aussi le résultat de ce dilemme de sécurité constaté entre mouvements communautaires ethniques en concurrence pour la protection de leurs intérêts. Mais l'initiative de la mobilisation à une échelle guerrière repose sur un ensemble de faisceaux de réseau de liens informels tissés autour de l'hétérogénéité des acteurs. Ce faisceau de réseau en hétérogénéité des liens accroît l'articulation du global et du local qui fécondent une transnationalisation des mobilisations géopolitique des violences. Ce phénomène permet de saisir les stratégies et formes de mobilisation qui sont à la base de l'activisme et de la survie des groupes armés récurrent dans un contexte troublé par la superposition de migrations à la fois clandestine forcées, volontaires internes et externes. Ce contexte alimenté par des tensions ethniques permanentes explique aussi la facette de la dynamique géopolitique de conflits armés opérant au Nord-Kivu contemporain.

### **3 REGARD SUR LA DYNAMIQUE GEOPOLITIQUE DE QUELQUES GROUPES ARMES AU NORD-KIVU**

Aborder la dimension géopolitique des groupes armés dans leur dynamisme suppose une rivalité opérée entre les acteurs non étatiques et récalcitrants pour le contrôle des espaces du Nord-Kivu. Cette province demeure un espace crucial aux potentialités très convoitées et semble ressembler à la fois à une proie et une femme très utile en productivité mais qui reste sous surveillance sinon prise en otage par les groupes armés qui s'entredéchirent sur le terrain sans issue d'une lueur de paix et sécurité pour des habitants du Nord-Kivu contemporain. Cette compétition s'inscrit dans un contexte de la dynamique post électorale 2006 de l'espace Nord-Kivicien.

C'est donc la géopolitique qui explique la dimension protéiforme des groupes armés et des acteurs tant étatiques que privés dans leur possibilités de redistribution des zones d'influence sur le terrain de confrontation violente qualifiée par George Elwert sous l'expression des marchés de violence « Gervaltmarkte »<sup>30</sup>. Cette pensée de Georg Elwert renseigne sur

---

<sup>28</sup> Arsène Mwaka Bwenge, *la nationalité en RD Congo. Tremplin, gratification ou sanction. Appel pour une nationalité comprise*, Kinshasa, cahier du cep, Série « note de recherche et documents », No 002/2003, p85.

<sup>29</sup> Il faut noter que la loi du 29 juin 1981 a abrogé celle de 1972 qui donnait la citoyenneté Zaïroise avant 1950. Les Banyarwanda ont été les principaux bénéficiaires. En 1991 lors de la CNS la nationalité de certaines personnalités a été contestée. Cette crise de la citoyenneté a été doublée d'une exacerbation des tensions et des conflits communautaires marquée par les nombreux calculs de rapports de forces ethno politiques. Lire aussi à ce sujet Nguya-Ndila Malengana, *Nationalité et citoyenneté au Congo-Kinshasa. Le cas du Kivu*, Paris, l'Harmattan, 2001

<sup>30</sup> Dans l'acception de GEORG Elwert, Le terme de marchés de la violence renvoie davantage à l'anthropologie qu'à l'économie. Cette approche vient relativiser l'étude de économie politique des conflits telle que conçue par Collier et de Hoeffler qui accordaient le primat sur le « tout » économique. Pour creuser davantage l'idée de marchés de la violence, lire à ce sujet Georg Elwert « Markets of violence » in Georg Elwert, Dstephen Freurtwang et Dieter Neubert, *dynamics of violence : process of escalation and de-escalation in violent group conflicts*, Berlin, Duncker et Humbold, 1999, pp 85-102



les actions stratégiques de multiples acteurs sociaux qui recourent aux marchés de la violence pour se bâtir dans la longue durée, un capital social et économique<sup>31</sup>. C'est dans cette veine analytique la main mise des acteurs armés sur les ressources naturelles a contribué à renforcer l'activisme et la persistance des groupes armés au Nord-Kivu et a créé de fois des compétitions violentes de prédation au sein des armées Rwandaises et ougandaises en RDC. Ces marchés de la violence reposent ainsi sur une interaction entre le local et le global et une intégration des acteurs clés dans les marchés mondiaux licites ou illicites, ils reposent enfin sur le jeu des intérêts économiques liés aux enjeux géopolitiques des acteurs à la fois locaux, régionaux et internationaux explicatifs dans une certaine mesure des relations internationales illicites<sup>32</sup>. C'est aussi sur cette logique que des groupes armés s'appuient au Nord-Kivu pour pérenniser leur action violente.

A la lumière de la dynamique géopolitique de la floraison sinon du foisonnement des groupes armés alimentant l'espace du Nord-Kivu contemporain, il en résulte que le concept géopolitique apparaît bien polysémique, il se dessine aussi sous les traits du « géo pouvoir » c'est-à-dire le pouvoir d'imposer un ordre, mais aussi de « contrôler » et de « contrer »<sup>33</sup>. La géopolitique implique une vision plus dynamique des rapports entre la politique et l'espace terrestre en tant qu'enjeu de rivalités. Ces dernières sont ici exprimées en guerres qui ont fini par transformer la RDC en général et le Nord-Kivu en particulier comme champ de ruines. Cette situation traduit ou débouche sur une paix sous-tension dans la période post électorale 2006. Cela fait l'objet de la section subséquente.

### 3.1 LA PAIX SOUS-TENSION DANS LA PERIODE POST ELECTORALE 2006

A l'issue des élections de 2006 marquée par la victoire de Joseph Kabila Kabange au deuxième tour des élections Présidentielles le 29 octobre 2006. Cette période marque la fin de la transition politico-militaire caractérisée par le gouvernement de « 1+4 », cela implique la dissolution complète des branches militaires des mouvements rebelles majeurs, la démilitarisation et la démobilisation des milices armées. Toutefois, alors que certains de ces ailes militaires résistent de rejoindre les processus de DDR ou le DDRR, d'autres vont se recycler dans les milices armées déjà existantes et d'autres en gestation. C'est dans ce contexte qu'éclate une bataille rangée entre les éléments militaires du MLC et la garde présidentielle de Kabila à Kinshasa à la mi-mars 2007. Cette confrontation est la matérialisation de l'incapacité des élections à vider tous les contentieux issus de la période de la guerre ainsi que de l'incapacité des vainqueurs des élections à créer un contexte consensuel susceptible de favoriser une réconciliation nationale et le reflet des difficultés du passage d'un groupe politico-militaire habitué, aux méthodes extraconventionnelles aux méthodes conventionnelles du jeu politique avec ses attributs. Cette situation voit aussi arriver à la tête de l'Etat des personnalités politico-militaires qui ont encore du mal à dissocier l'art de faire de la politique de l'art de faire la guerre et qui considèrent les élections comme « la politique, du gagnant ramasse tout » d'où la consécration de la militarisation du politique. C'est une telle perspective qui fait ainsi dire à Booyen que, aller aux élections à tout prix et vite comme c'est le cas actuel des élections en RDC en 2006, 2011 et 2016. C'est aussi considérer les élections comme un simple « choice between malaria and colera or democratic facade »<sup>34</sup>

Ce choix du mécanisme international de régulation sensé restaurer la souveraineté de l'Etat failli a laissé libre court à la perdurance des milices armées sur le terrain, ceci d'autant plus qu'en concentrant d'énormes moyens financiers et logistique pour réaliser les élections, nouveau fétichisme de la communauté internationale, les processus DDR et DDRR ont été négligés. D'ailleurs dans d'autres cas, il a été démontré qu'à elles seules, les élections sont insuffisantes pour aider à la reconstruction des structures institutionnelles d'un Etat surtout sur un territoire aussi vaste à l'instar de la RDC où les élections n'étaient pas bien préparées jusqu'à présent. Et pourtant, si ces élections étaient bien préparées, il aurait fallu débiter par les élections locales, territoriales et municipales pour finir par les élections législatives et présidentielles. Ce renversement de la tendance a eu comme conséquence, la diminution et perte de temps imparti aux partis politiques de se préparer adéquatement par la formation de leurs agents électoraux ; ainsi, les groupes armés n'ont pas eu le temps d'opérer leur reconversion dans l'action politique civile. Ces élections locales auraient pu permettre la réinsertion des milices armées

<sup>31</sup> Francis Fukuyama, « Social capital, civil society and development », *Third World quarterly*, vol. 22, No 1, 2001, pp 7-20

<sup>32</sup> Cette expression de relation internationale illicite contextualisée à la réalité conflictuelle du Nord-Kivu est un emprunt savant de Conesa désignant une forme d'échanges internationaux unissant deux ou plusieurs partenaires qui, avec ou sans l'aval des autorités étatiques, violent l'une ou l'autre des règlementations nationales aux domaines tant financier et social que politique, pénal et commercial. Lire à ce propos Pierre Conesa, « Les relations internationales illicites » in *Revue internationale et stratégique*, No 43, été 2001, pp 18-25.

<sup>33</sup> O. Tuathail, Geard and Dalby Simon, *The geopolitics reader*, London, Routledge 1998, pp 249-256

<sup>34</sup> Susan Booyen « choice between malaria and colera or democratic facade ; the 2006 election in the democratic republic of Congo » *politikon*, 34 (I), avril 2007, p. 1 (pp1-18)

et leurs leaders, dans le champ politique (structures politiques locales et municipales) car, c'est au niveau des localités et municipalités que les milices et leurs dirigeants sont les plus présentes qu'elles interagissent généralement et revendiquent le besoin de reconnaissance. Ce qui revient à dire que l'organisation des élections locales et municipales aurait permis d'insérer les milices et autres groupes armés durablement dans le processus post-conflit car faut-il le souligner, les régions de résistance les mieux articulées, ceux constituées en milices armées comme le Nord-Kivu auraient des fonctions très variées. Les milices se substituaient aux mouvements sociaux condamnés à l'échec dans un contexte de violence ouverte. Elles étaient et représentent encore les porte-paroles de certains intérêts ethniques et économiques ou parfois simplement les représentants de certaines communautés. C'est pourquoi, des nombreux observateurs nationaux y ont davantage vu à travers les élections législatives et présidentielles, une légitimation des ex-rebelles que la restauration de l'Etat congolais. Ce qui confirme l'idée laquelle les élections comme base de construction de l'Etat sont non seulement l'insuffisantes mais elles contribuent très souvent à la sortie d'une guerre, au renforcement des assises matérielles, et de la légitimation de la position des acteurs influents.

C'est donc l'échec des élections de 2006 voire de 2011, l'échec du processus DDR et DDRRR sans oublier l'absence des réformes sociales profondes qui devaient accompagner le contexte post conflit, etc. Cet état de fait a contribué à rendre le processus démocratique invisible. Cela a entraîné aussi un désenchantement par une frange de la population congolaise qui vit dans une sorte de jungle dans la gouverne du pays. Cet état des faits amène Achille Mbembe à dire que « les élections sont devenues en Afrique, un simple instrument de conquête du pouvoir et de division, le vecteur le plus direct de la conflagration des sociétés Africaines. Elles ne remplissent plus du tout la fonction de légitimation qu'elles sont censées remplir dans tout ordre démocratique »<sup>35</sup>. Dès lors, depuis la tenue des élections ratées couvrant la démocratie manquée en RDC la province du Nord-Kivu est restée sous menace permanente des groupes armés locaux et étrangers qui l'écument au quotidien. Dans un tel contexte de violence interactive, les groupes armés étrangers sanctuarisés sur cet espace en profitent pour revendiquer aussi la prise en compte de la problématique particulière de leur pays d'origine. L'implication politique et militaire de la MONUSCO dans la recherche de la paix et sécurité n'a pas encore obtenue des résultats escomptés sur terrain ; d'où la prolongation intermittente du mandat onusien en RDC qui montre l'incapacité de l'Etat congolais devenu un Etat bébé dans son effort d'assurer ses missions régaliennes. Ce sont tous ces défis soulevés dans cette section qui expliquent la paix sous tension dans cette période post-électorale 2006 et ce, jusqu'à présent car cette paix reste encore volatile et moins rassurante surtout au regard des événements vécus avec inquiétude à l'approche de la fin du mandat présidentiel en RDC. Ces événements malheureux observés sont consécutifs à l'échec des accords négociés de paix entre le gouvernement congolais et les groupes armés, des processus de brassage et mixage des opérations amani leo, kimya I, II, III, sokola I et II du processus DDR, DDRRR et des opérations sokola I. Toutes ces initiatives de la recherche de la paix d'impuissance ont débouché sur une crise multiforme sans nom précis.

### **3.2 COMPRENDRE LA DYNAMIQUE ATYPIQUE OU A-CIVILES DU CONFLIT ARME AU NORD-KIVU**

L'état des conflits armés observés sur l'espace du Nord-Kivu implique une floraison des acteurs en gigogne. La nature de ces conflits est au confluent de trois types de trois types de conflictualités combinant à la fois les modèles de guerre interétatique, guerre infra-étatique et guerre irrégulière de fois asymétrique. Ces catégories de guerres soulevées s'entrecroisent pour ne plus former qu'un aspect atypique ou distinct des conflits armés au Nord-Kivu s'articule autour de certains axes d'analyse ci-après :

Le premier est le nombre exponentiel et la diversité des groupes armés qui écument le Nord-Kivu contemporain a connu et connaît encore des groupes armés qui y sévissent au quotidien et dont leur recensement n'est pas aisé à opérer.

Dans ce foisonnement des groupes armés en contingence de leurs activités, on y trouve les groupes armés nationaux et étrangers. Toute cette hyper profusion des groupes armés se côtoient de fois en alliances contre nature en fonction des intérêts convergents et divergents de circonstance. C'est dans cette logique qu'on y décèle les groupes armés des pays voisins tels le Rwanda et l'Uganda ; aussi divers groupes armés congolais à géométrie variable soutenus par les acteurs socio politiques tant étatiques que non étatiques congolais qu'étrangers. On y dénombre également certaines milices armées

---

<sup>35</sup> Achille Mbembe « en côte d'ivoire, c'est une démocratie sans éthique qui se construit » disponible sur <http://www.slateafrique.com/2767/achille-mbembe-cote-d-ivoire-democratie-sans-ethique>, consulté le 10/03/2016

multiformes de tailles diverses soutenues par les pays voisins et d'autres sont liées au pouvoir central de Kinshasa. C'est cette situation qui a fait de la RDC, la capitale des groupes armés.

L'autre point porte sur la nature des relations avec les acteurs externes dont le cas du Nord-Kivu offre une autre ampleur situant au niveau de plusieurs dimensions à la fois économique et politique. Ces dimensions soulevées rendent complexe la nature géopolitique des conflits armés observés au Nord-Kivu et le phénomène sous-traitance. Cette dernière a été introduite par les puissances externes mais en pratique, on assiste à un contexte où les groupes armés arrivent à sous-traiter aussi leurs actions aux milices armées. Cette double sous-traitance observée engendre une situation de la jungle expliquant la guerre de tous contre tous évoquée par Thomas Hobbes. Pareille Etat d'imbroglio de conflits armés enregistre un nombre plus élevé des morts dont le taux de létalité s'est accompagné de nombreux cas de violences sexuelles à l'égard des femmes. C'est à ce titre que cette politique des conflits armés du Nord-Kivu a permis d'étudier les groupes armés comme des mouvements sociaux qui utilisent la violence comme ressource politique et d'autres sont étudiés sous le prisme étatique. Ces deux visions sont le reflet de la dichotomie d'analyse de la nature des conflits armés entre la crise interne et la crise externe.

A la lumière de cette analyse des faits observés, il en découle que les groupes armés à des degrés divers recourent au marché de la violence pour se bâtir un capital social et socio-économique, ce qui leur permet d'influencer les processus locaux. D'ailleurs, les principaux affrontements dans lesquelles prennent part des acteurs armés, des Etats voisins et des intérêts privés se déroulent sur le front non officiel dans les zones d'importances économiques (à proximité des gisements diamantifères, des sites aurifères ou des zones riches en colombo tantalite). A cet égard, ce n'est qu'un secret de polichinelle que de dire qu'une meilleure gouvernance des ressources naturelles pour le bénéfice de la population pourrait éviter que les ressources n'alimentent les conflits dont les coûts humains sont importants. La relation circulaire propre aux groupes armés non étatiques rend les effets de construction très laborieux. Cette situation n'a fait que contribuer à l'enracinement des structures régionales de conflits. La radicalisation de la dynamique à la fois atypique, a-civiles et asymétrique des conflits armés sur le terrain du Nord-Kivu est donc consécutif à l'échec des activités du DDR et du DDRR abandonnées à la CONADER bien que reprise par la MONUSCO dans un contexte de sous financement qui a aussi abouti à l'échec de la MONUSCO. Egalement, cette radicalisation est le reflet de l'échec des élections financées par la communauté des bailleurs des fonds dont l'union Européenne et militairement encadrées et sécurisées ; ce genre d'élections font dire à Philippe Biyoya Makutu qu'elles auront eu pour principalement résultat, un désenchantement démocratique en RDC avec pour consigne de rendre l'avenir congolais et sous-régional de paix et de stabilité incertain<sup>36</sup>. A présent, une grande frange de l'opinion publique congolaise considère le rôle de la communauté internationale comme extrêmement néfaste car, cette communauté a orienté le processus électoral passé dans l'optique de légitimer Joseph Kabila considéré comme complice de l'instabilité du pays. Ainsi, l'expérience électorale en RDC, révèle les effets paradoxaux de la participation extérieure dans le processus de construction de l'Etat. Dans la même logique de l'échec du processus de la réforme des systèmes de sécurité (RSS) en RDC. Cette réforme du Secteur de sécurité est un concept relativement récent dont le but principal est la transformation des structures étatiques à la fin de la guerre ou dans le contexte de la transition politique ; elle est ancrée dans le terme de sécurité humaine dont le développement d'une surveillance civile efficace et la création d'institutions capable d'assurer la sécurité est au centre de cette réforme selon Ball et al<sup>37</sup>. En bref, l'absence d'harmonisation entre les responsables de DDR et de l'ESS est une preuve supplémentaire du manque de coordination entre les partenaires étrangers. L'absence d'un consensus est remarquable et met en évidence, le caractère hautement politique de la réforme du système de sécurité (RSS)<sup>38</sup>. Un autre aspect à soulever dans le cas de la géopolitique des conflits armés au Nord-Kivu est le fait que ces groupes armés travaillent étroitement avec les acteurs corporatifs à savoir les compagnies minières et les entreprises de sécurités. Dans cette perspective, la paix négociée ne peut qu'être fonction de la responsabilité ultime de ces acteurs corporatifs comme juges privilégiés de la paix circonstanciée. Et pourtant, loin s'en faut, la paix reste le cadet chimérique de souci de ces acteurs corporatifs soucieux de perdurer et amplifier les foyers de tension pour s'en tirer d'affaires en défaveur des paisibles populations du Nord-Kivu victime, fatalitiques de ce marché entrepreneurial de la violence récurrente. De là, ces rapports

<sup>36</sup> Philippe Biyoya Makutu, « les politiques de sortie de crise en RDC et difficultés de mise en œuvre des réformes du secteur de sécurité » Présentation faite lors du colloque tenu à Kribi au Cameroun du 28 au 30 novembre 2008 sous le thème : « sécurité, insécurité et reconstitution de la paix en Afrique Centrale »

<sup>37</sup> Nicole Ball et al. « gouvernance in the security sector » in *Beyond structural adjustment*, Nicolas von de Walle and Nicole Ball (eds), Palgrave, 2003, pp 263-304

<sup>38</sup> Ce concept de réforme du système de sécurité (RSS) dans les discussions officielles de l'OCDE est un vocable qui a été récemment introduit à la place de l'expression réforme du secteur de la sécurité. Pour plus de précision sur ce point, voir aussi OCDE, *Prévenir les conflits, quels moyens d'action ?*, Paris, éd. OCDE, 2001

entre violence politique et résurgence subsisteront au Nord-Kivu tant que l'avenir de ce pays en général et de la province en particulier sera menacé par les Etats voisins de la RDC et tant que les contentieux des réfugiés et les rebellions étrangères n'auront pas été soldés. Il est donc impérieux de repenser profondément les fonctions du changement politique par la violence armée et les modalités de construction des bases politiques saines où les citoyens se sentiront libres d'adhérer aux choix politiques sans vouloir faire constamment recours à la violence armée pour valider leurs choix et revendications dans des sociétés ouvertes.

Ainsi l'heure est à présent à la recherche de la transformation de la géopolitique des conflits armés devenus une carrière extractive des ressources économiques en nouvelle géopolitique des stratégies politiques de reconquête de l'Etat congolais et de la renaissance d'un nouvel leadership au cœur de la gouvernance contemporaine attractive et non extractive.

Toutefois, après avoir scruté l'opérationnalité de la dynamique contingente à la fois atypique, a-civiles voire asymétrique de conflits entre groupes armés sur le terrain du Nord-Kivu post électoral 2006, l'enjeu géopolitique de ces conflits à l'état actuel de savoir a permis de dénombrer une dizaine de groupes armés ayant fait résurgence amplifiant davantage l'insécurité ambiante sur l'espace étudié.

Pour bien saisir la contingence organisationnelle des groupes armés identifiés empiriquement durant durant la période d'étude en continu, nous présentons sous forme d'un tableau répertoire du film cartographique de groupes armés en conflits armés géo politisés sur terrain. Cette tentative de la récapitulation de l'état d'exaltation empirique de la violence pour les groupes armés comprend les rubriques suivantes : numéro d'ordre, nom du groupe armé, dirigeant, site d'implantation.

**Tableau de la dynamique géopolitique de conflits armés atypiques, a-civiles et asymétriques entre groupes armés ayant résurgés après les élections de 2006 (2007-2015) au Nord-Kivu**

N°	Nom du groupe armé	dirigeant	Sites d'implantation
1	CNDP : Congrès National pour la Défense du Peuple	Général Laurent Nkunda Miigo, Général Bosco Ntaganda, Colonel Sultan Makenga, Jean Désiré Muiti et Jean Damascène Mwigimba	Contrôle les plateaux du territoire de Masisi dans les régions de Ngungu et Mweso y compris la zone de Jomba en territoire de rutshuru
2	APCLS : Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain	Général Janvier Buingo, Commandant Innocent Balume et commandant innocent Dunga	Contrôle de certains rayons du territoire de Masisi couvrant Ngungu, Mweso et Lukueti
3	PARECO/FAP	Ngulu Muhombo	Contrôle de certaines colines du territoire de Rutshuru
4	UJPS : Union des Jeunes Patriotes Sacrifiés	Issa Akili Byamungu	Contrôle de certaines colines du territoire de rutshuru dans les régions liées aux FARDC
5	Mai-Mai Kisindien	Vital Kitambala Kimbligiti	Contrôle de certaines zones du territoire de lubero
6	Mai-Mai Rwenzori	Jacques Kasereka Matabishi	Contrôle de certaines colines du territoire de Beni
7	Mai-Mai Kifuafua	Colonel Didier Bitaki Weteshe, colonel Delphin Mbaende	Contrôle de l'axe sud de masisi et walikale
8	Mai-Mai Simba	Hodaf Muongo Kalinda, Mando	Contrôle de certains rayons de walikale / wando
9	Mai-Mai vurondo	Kambilibaya Sindani	Contrôle de certains rayons du territoire de Lubero
10	FDLR : Forces Démocratiques de Libération du Rwanda	Général Sylvestre Mudakumura	Elles sont déployées dans les zones rurales des territoires de Lubero, Rutshuru, Masisi et Walikale
11	ADF/NALU : Forces Démocratiques Alliées/ Armée Nationale de Libération de l'Uganda	Jamil Mukulu, Hood Lukwago	Contrôle de l'axe Rwenzori du territoire de Beni
12	M23 : Mouvement du 23 Mars	Général Soutan Makenga ; général Baudouin, Général Bosco Ntaganda, Jaen Marie Runiga, Bertran Bisimwa	Contrôle de l'axe reliant les territoires de Rutshuru et Nyiragongo
13	FRF :	Jules Dyadu et Fidèle Mukiza	Contrôle de certaines colines du territoire de Rutshuru
14	Nyatura/Mangara	Colonel Mangara	Contrôle du rayon de Luke en territoire de Masisi
15	Nyatura Kigingi	Colonel Kigingi	Contrôle du rayon de Katoyi/Misimiengi en territoire de Masisi
16	Nyatura Delta	Colonel Delta	Contrôle du rayon de Kazinga en territoire de Masisi
17	Nyatura Vietura	Colonel Mvunga Manda	Contrôle du rayon Miandja en territoire de Masisi
18	Nyatura/ Jean Marie	Colonel Jean Marie	Contrôle de l'axe Lwangeri en territoire de Masisi

19	Nyatura Ituombe	Commandant Ituombe	Contrôle de l'axe Nyamitaba
20	FDDH	Colonel Charles	Contrôle de l'axe Mahanga en territoire de Masisi
21	Raia Mutomboki	Olonel Machiano	Contrôle de l'axe Fungulamcho/remera
22	NDC/Cheka	Général Cheka	Contrôle de l'axe Mironge en territoire de Walikale
23	NDC/Renové	Général Guidon	Contrôle l'axe Pobe en territoire de Walikale
24	Raia Mutomboki	Elenge	Contrôle axe Isange en territoire Walikale
25	MAC/Mouvement de changement	Colonel Mbura	Contrôle l'axe Kinua/Mukalerwa en territoire de Walikale
26	PD LR/FOCA	Général Mudachumurwa	Contrôle l'axe Sud-Est de Lubero en territoire de Lubero
27	FPC/AP	Général Lafontaine	Contrôle l'axe Pitakongo en Territoire de Lubero
28	Mai-Mai PK	Colonel Chimbachi	Contrôle l'axe Ndwali en territoire de Lubero
29	Kihanda-Yira	Marungu	Contrôle l'axe KAtendula en Territoire de Lubero
30	FDLR/RUD	Général Musare	Contrôle l'axe Mashuta
31	FDLR/FOCA	Général Mudashumura	Contrôle l'axe Kitatsungulwa en territoire de Nyiragongo
32	MRRDC	Colonel Mukambalyaki	Contrôle l'axe Beni-territoire en territoire de Beni
33	FPP	Colonel Dan	Contrôle l'axe Katwiguru en territoire de rutshuru
34	AFARPM	Colonel Charles Bokande	Contrôle l'axe Nyamilima en territoire de Rutshuru
35	Nyatura FPC	Colonel Domi et colonel Mbitezimana	Contrôle de l'axe Kabitso et Bukombo en territoire de Rutshuru
36	ARDC	Honoré Ndimubanzi	Contrôle l'axe Rwindi en territoire de Rutshuru
37	FDLR/FOCA	Général Mudachumura	Contrôle l'axe Kalembe/Rushihe en territoire Rutshuru
38	FDLR RUD	Général Musare	Contrôle l'axe Binza en territoire de Rutshuru

Ce tableau, résultat du travail de fourni illustrant la fécondité de la période de violence nourrie au quotidien par acteurs de la jungle recouvre une liste non exhaustive de groupes armés écumant le Nord-Kivu. Ces groupes armés vivent en rivalités incarnant des agendas diversifiés à la fois manifestes et latentes pour se distribuer les dividendes conflictuelles faisant de l'espace Nord-Kivu, un ilot contingent des groupes armés en posture volcanique.

#### 4 CONCLUSION

De fil en aiguille de ce décryptage, figure la complexité des conflits à pluricausalités entre groupes armés qui érigent la province du Nord-Kivu en champ de ruine.

Foisonnement des acteurs tant Etatiques que non Etatiques et récalcitrants manifestes et latents aux agendas diversifiés, instrumentalisation des identités, gigantisme, crise de gouvernance, effondrement de l'Etat, diversité des stratégies opérationnelles inconciliables à la fois atypique, a-civiles et asymétriques, etc. ; tels sont les ingrédients qui hypothèquent le potentiel d'une quête de la paix. Loin s'en faut, cette recherche de la paix reste encore un cadet chimérique de souci des acteurs corporatifs amplificateurs de foyers de tension observés sur le terrain du Nord-Kivu devenu un marché entrepreneurial de la violence.

L'analyse de tous ces paramètres combinés illustre l'exaltation de la géopolitique du chaos entropique des conflits entre groupes armés au Nord-Kivu contemporain. Cette situation en appelle à la révolution de la responsabilité des décideurs politiques du pays et à l'invention d'un nouvel paradigme politico sécuritaire de la RDC.

Entre temps, l'ampleur de la nébuleuse observée sur le terrain du Nord-Kivu révèle un univers politico sécuritaire contingent en continu.

Le moins que l'on puisse dire est que, les rapports entre matrice entrepreneuriale de la violence politique et rivalités des acteurs inconciliables subsisteront au Nord-Kivu tant que l'avenir de cette province sera menacée par les Etats voisins de la RDC et tant que le contentieux des réfugiés et des groupes armés étrangers n'auront pas été soldé.

Il est donc impérieux de repenser en profondeur l'Etat congolais et sa gouverne pour vivre un véritable Etat de droit. C'est dans cette perspective qu'il sera possible de transformer la géopolitique du Chaos entropique des conflits entre groupes armés devenus des ingrédients d'une carrière extractive des ressources économiques en nouvelle géopolitique des stratégies et stratagèmes de reconquête de l'Etat émergent et de la renaissance d'un nouvel leadership éclairé au cœur de la veine actuelle de la gouverne ouvrant une fenêtre de la paix de puissance et d'espérance au Congo-Kinshasa.

## REFERENCES

- [1] Alcaud, D. et al. *Dictionnaire de sciences Politiques*, Paris, 2<sup>ème</sup> édition Sirey, 2010
- [2] Baeyer-katte Von et Wanda « Das Sozialitische Patientenkellektiv in Heidelberg SPK » *AnalysenzumTerrorismus*, Vol3, 1982,
- [3] Ball, N. et al. « gouvernance in the security sector » in *Beyond structural adjustment, Nicolas von de Walle and Nicole Ball (eols)*, Palgrave, 2003
- [4] Bayart, J. F., « Africa in the world : A history of extraversion » in *African affairs*, 99, 2000, pp. 217-267.
- [5] Biyoya Makutu, P., « les politiques de sortie de crise en RDC et difficultés de mise en œuvre des réformes du secteur de sécurité » Présentation faite lors du colloque tenu à Kribi au Cameroun du 28 au 30 novembre 2008 sous le thème : « sécurité, insécurité et reconstitution de la paix en Afrique Centrale »
- [6] Booyesen, S., « choice between malria and colera or democratic facade ; the 2006 election in the democratic republic of Congo » *Politikon*, 34 (I), avril 2007
- [7] Cardina Vergel Tovar, « voir ou ne pas voir la guerre : dilemmes et confrontations autour du conflit armé colombien » in *Revue d'étude francophones sur l'Etat de droit et la démocratie*, PARIS, n°... 2010
- [8] Conesa, P., « les relations internationales illicites » in *Revue internationale et stratégique*, No 43, été 2001, pp 18-25.
- [9] Diamint, R., « conflit et Etat défaillant », in *Revue aspect d'étude francophone sur l'Etat de droit et la démocratie*, n°4 2010 pp. 71-87
- [10] Elwert, G., « markets of violence » in *Georg Elwert, Dtephen Freurtwang et Dieter Neubert, dynamics of violence : process of escalation and de-escalation in vuolent group conflicts*, Berlin, Duncker et Humbold, 1999
- [11] Fukuyama, F., « social capital, civil society and development », *Third World quartely*, vol. 22, n° 1, 2001
- [12] Ganguly, R. and Taras, R., *Understanding ethic conflict : the international dimension*, Longman, New York, 1998
- [13] Gauthier V. et Omasombo, *La transition manquée 1990-1997*, Tervuren/Paris, Institut Africain CEDAF/L'harmattan, 1997.
- [14] Hallak, J. et Poisson, M., *Ecole corrompues, Université Corrompue ; que faire ?*, Paris, éd. UNESCO, 2009
- [15] Hallank, J. et Poisson, M., *Ethics and Corruption in Education. Résultat de l'atelier des experts à l'HPE*, Paris, 28-29 Novembre 2001. Programme d'observation de l'HPE, forum sur les politiques éducatives No 15, Paris://PE-UNESCO, 2002.
- [16] Hertz, J., *Political Realism and Political Idealism*, Chicago (Ill) ; Chicago Press University, 1951
- [17] Hirish, J., « the War in Sierra Léone », *survival*, vol. 43, n°3. Authomne 2001, pp. 145-162
- [18] Jackson, S., "Sons of Whick Soil? The language and politics of autochthony in Eastern DR Congo" *African Studies Review*, Vol 49, n° 2, 2006
- [19] May, O. (Dir), *Lexique de sciences Politiques, Vie et institution politiques*, Paris, 2<sup>ème</sup> édition Dolloz, 2011
- [20] Mbembe, A., « du gouvernement privé direct », in *Politique africaine*, Paris, n° 73, mars 1999, pp. 105-121
- [21] Monty, M. and Robert Gun, T., *Peace and conflict, a global surrey of armed conflicts, self determination movement and democracy*, college park, university of Maryland, 2003
- [22] Mwaka Bwenge, A., « La nationalité en RD Congo. Tremplin, gratification ou sanction. Appel pour une nationalité comprise », in *Cahier du cep*, Série « note de recherche et documents », n° 002, Kinshasa, 2003
- [23] Mwayila Tshiyembe, « la science politique Africaniste et le statut théorique de l'Etat : un bilan négatif » in *Politique africaine* n° 71, octobre 1998, pp. 109-132
- [24] Nguya-Ndila Malengana, *Nationalité et citoyenneté au Congo-Kinshasa. Le cas du Kivu*, Paris, l'Harmattan, 2001
- [25] Nyamnjoh, F.B., « Insiders and outsiders : citizenship and xénophobia » in *Coutemporary south Africa*, Dajar, codestria/Zedbouks, 2006
- [26] OCDE, *Prévenir les conflits, quels moyens d'action ?*, Paris, éd. OCDE, 2001
- [27] Prunier, G., « violence et histoire en Afrique » in *Politique Africaine*, No 42, juin 1991
- [28] Tuathail, O., Geard and Simon, D., *The geopolitics reader*, London, Routledge, 1998,
- [29] Vircouln, T., « Etat de l'Etat », dans pole Institute Gouvernance et refondation de l'Etat en République Démocratique du Congo, Acte du colloque international tenu à Goma, Juin 2012
- [30] Warbu Oyatambwe, D., *Les mots de la démocratie au Congo Zaïre (1990-1997)*, Paris, l'Harmattan, 2006
- [31] Zartman, W., « Introduction : posing the problem of collapse states » in William Zartman, William (éd) : *the desintration and restoration of legitimate authority*. Boulder and London Lynne Rienner, 1995, pp. 1-11
- [32] <http://www.slateafrique.com/2767/achille-mbembe-cote-d-ivoire-democratie-sans-ethique>